

Le mot de la rédactrice en chef

Jeannine Ouellet

Volume 12, Number 3, 2007

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/11139ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (print)

1923-2101 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Ouellet, J. (2007). Le mot de la rédactrice en chef. *Histoire Québec*, 12(3), 3–7.

Le mot de la rédactrice en chef

par Jeannine Ouellet
historienne et maître généalogiste agréée



D'origine kamouraskoise, Jeannine Ouellet est diplômée en pédagogie de l'Université Laval, ainsi qu'en connaissances de l'homme en société et en enseignement du français, de deux autres universités du Québec. Elle a œuvré en éducation à titre d'enseignante et de directrice d'école. Auteure de nombreux articles et de volumes relatifs à l'histoire et à la généalogie, elle assume aussi diverses fonctions dans des organismes voués au patrimoine. Elle est, entre autres, la première vice-présidente de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, présidente du Bureau québécois d'attestation de compétence en généalogie et présidente de l'Association Québec-France, régionale Bas-Saint-Laurent. M^{me} Ouellet a été la récipiendaire du premier prix

Honorius-Provost, lors de son instauration. Ce prix du bénévolat soulignait alors sa contribution bénévole au développement et au soutien de la vulgarisation, la promotion et la diffusion de l'histoire locale et régionale, de la généalogie et du patrimoine et certificat d'or du bénévole de l'année 2002, de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec.

Après d'interminables attentes, vives déceptions ou bonheurs mitigés, voilà quelques-unes des émotions qu'un automne riche en événements de toutes sortes a suscitées chez nos historiens et défenseurs du patrimoine québécois.

Déceptions et bonheurs mitigés dans le domaine du patrimoine

Du côté du gouvernement fédéral, les coupures d'octobre ont créé bien des inquiétudes et du mécontentement. Pourtant, à grands bruits, chacun, maintenant (70 % selon le dernier sondage CROP), reconnaît que le Québec est une nation. Mais il n'est pas de nation sans patrimoine, lequel, sous toutes ses formes (bâtiments, histoire, arts) témoigne non seulement de son passé mais aussi de son évolution, y compris au présent. Le patrimoine est une responsabilité collective mais aussi une richesse bien vivante. Le bénévolat citoyen, autant des personnes que des collectivités y participe mais l'État, qui est, avant tout et rien d'autre, un instrument au service de la

nation, devrait faire son devoir, à savoir : conserver, publiciser et aider à créer ce patrimoine en évolution et non agir comme s'il participait à une œuvre de charité, comme il le fait actuellement.

Les conditions dans lesquelles œuvrent ces bénévoles nous ont été révélées, en décembre, par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) qui a émis des chiffres sur le quotidien des musées, des centres d'archives et des lieux du patrimoine. L'enquête réalisée auprès des 1075 établissements à but non lucratif (356 lieux du patrimoine, 420 institutions muséales et 299 centres et services d'archives) révèle que les revenus sont à peine supérieurs aux dépenses, que les revenus de fonctionnement de ces établissements à but non lucratif proviennent à 63 % du financement public et parapublic, à 26,3 % de revenus autonomes et à 10,7 % du financement d'organismes ou d'entreprises privés, enfin que la moitié des intervenants agissent bénévolement. Sept établissements

sur dix ont recours au bénévolat québécois.

Par ailleurs, le *Livre vert* sur le patrimoine promis par le ministère de la Culture et des Communications du Québec ne verra vraisemblablement le jour qu'au printemps. Bien que des ententes État-Église écrites ont été signées, notamment à Montréal, peu de mesures permettent encore de mettre en application l'ensemble des 32 recommandations inscrites au rapport de la *Commission de la culture et de son enquête sur le patrimoine religieux*. Rappelons que, dans son mémoire, la FSHQ a proposé : un moratoire sur la construction de tout nouvel édifice public, quel que soit le niveau de gouvernement, avant d'avoir considéré sérieusement la réutilisation d'édifices religieux! Un moratoire volontaire imposé en juin 2006 a suscité des inquiétudes mais a aussi permis quelques bons coups empêchant, entre autres, l'aliénation ou la démolition de tous les biens religieux. Des projets ont été scellés cet automne grâce à ce mécanisme :

deux presbytères transformés en bibliothèques dans le Bas-Saint-Laurent. D'autres projets ont été lancés au Québec, notamment à Trois-Rivières.

Un autre fait positif au niveau du patrimoine : le classement de la grange Adolphe-Gagnon, située à Saint-Fabien, près de Rimouski, à titre de monument historique, en vertu de la *Loi sur les biens culturels*. Construite en 1888, la grange Adolphe-Gagnon se démarque par son originalité, sa rareté et sa typologie architecturale. Primée lors du concours du Mérite agricole de 1893, elle se distingue des autres granges-étables notamment par son plan octogonal et la présence d'un quatrième niveau, alors que les autres granges du même type en ont habituellement deux ou trois.

Autant les granges-étables que les maisons-écoles, il n'en reste pas beaucoup au Québec. Il existe, à Limoilou, une maison-école si vieille mais si bien préservée, que ses propriétaires ont mérité un prix de la Ville de Québec pour la qualité de son entretien. C'était le couronnement de dix ans de travaux, sous le signe de la récupération et des petits moyens. Entre 1849 et 1903, cette maison, d'architecture néoclassique, parfaitement symétrique, sise aux 699 et 701, 3^e Rue, était à la fois l'école et l'hôtel de ville de Hedleyville, une municipalité qui deviendra Saint-Roch Nord, puis Limoilou. Épargnée par l'incendie qui a ravagé le quartier dans la seconde moitié du XIX^e siècle,

cette maison classée « bien culturel » depuis 1984, copropriété de l'un des arrière-petits-fils de F.-X. Lemieux, juge en chef et l'un des avocats de Louis Riel, mérite tous les égards.

Deux autres projets devraient connaître des suites heureuses. Dans le contexte de l'élaboration du plan d'aménagement de la Cité verte, le comité d'urbanisme de la ville de Québec recommande la survie de la vieille grange et de la crèche Saint-Vincent-de-Paul, présentes sur le terrain des sœurs du Bon-Pasteur, dans Saint-Sacrement. Dans Ville-Marie, un projet controversé prévu rue Ontario, entre les rues Champlain et Alexandre-de-Sève, a obtenu le feu vert moyennant le respect de certaines conditions, entre autres : ne pas procéder à la démolition d'un immeuble qui revêt une certaine valeur patrimoniale.

Ailleurs, on connaît des difficultés. Située au cœur de l'îlot Overdale dans le quartier Petite-Bourgogne à Montréal, la maison de l'ex-premier ministre Louis-Hyppolite LaFontaine continue inexorablement à se détériorer et, malgré une croisade menée par des historiens, menace de disparaître dans l'indifférence. Dans le même registre, le manoir de Mascouche, associé à la famille des de Lanaudière ainsi qu'au célèbre Joseph Masson, premier millionnaire canadien-français, a perdu beaucoup de son lustre intérieur et extérieur.

Un grand bonheur dans le domaine de la généalogie

Comme un peu partout dans le monde, on constate un véritable engouement pour l'histoire et la mémoire chez les Canadiens qui veulent savoir de quelle région, de quel village, voire de quelle rue leurs ancêtres étaient originaires. Ils recherchent des documents dans les églises ou les mairies. Ouverte au grand public et aux chercheurs en octobre, la Maison de l'émigration française au Canada devra désormais répondre à ce besoin, faciliter les recherches, apporter des compléments. Associée aux milieux universitaires français et canadiens et à deux centres de généalogie, cette passerelle entre nos deux pays s'appuie d'ailleurs sur un vaste programme de recherche sur l'émigration des Français en Nouvelle-France (le PRÉ-FEN) qui a permis, en dépouillant 330 000 actes notariés et 150 000 actes de baptême, de mariage et de sépulture, de mieux comprendre le contexte sociologique de l'émigration aux XVII^e et XVIII^e siècles des 14 000 Français qui se sont définitivement établis au Canada avant 1760. Située à Tourouvre, un bourg normand d'environ 1500 habitants, cette institution unique en son genre, érigée au coût de 3,5 millions d'euros (près de 5 millions de dollars canadiens) est financée à 12 % par le Canada. Ce centre d'interprétation, lieu de consultation de données généalogiques informatisées, permettra aux Français de mieux comprendre leur his-



*Maison de l'émigration française au Canada, située à
Tourouvre, Normandie, France.*

(Source : <http://www.perche-quebec.com/files/perche/lieux/tourouvre.htm>)

toire et aux Canadiens de mieux saisir le contexte qui a poussé leurs ancêtres à venir tenter l'aventure en Nouvelle-France. On estime qu'environ 1,5 million de Québécois descendent de ces courageux pionniers originaires de l'ancienne province du Perche, un des principaux foyers d'émigration vers la Nouvelle-France. Dès 1634, et au fil de la trentaine d'années suivantes, grâce à l'apothicaire Robert Giffard et aux frères Juchereau, riches négociants, 146 adultes (soit 80 familles) ont traversé l'Atlantique pour s'établir sur les rives du Saint-Laurent. Leur descendance a ensuite essaimé aux quatre coins de l'Amérique du Nord, multipliant ainsi les traits d'union avec la France.

La banque de données informatisée du PRÉFEN est, d'ores et déjà, accessible sur Internet : www.prefen.org.

Déceptions et bonheurs mitigés dans le domaine de l'histoire

Sans doute, l'événement le plus important concerne le nouveau programme d'histoire nationale et d'éducation à la citoyenneté pour les troisième et quatrième secondaires qui a finalement reçu la sanction ministérielle le 9 novembre dernier, une version à peine remaniée du devis qui, au printemps dernier, avait déclenché un tollé de la part des historiens et des défenseurs du patrimoine. Pour sa part, lors de son assemblée générale annuelle, à l'occasion du congrès qui a eu lieu du 2 au 4 juin 2006, à Alma, la Fédération des sociétés d'histoire du Québec (FSHQ) a pris position face au débat enclenché en regard du document intitulé « Histoire et éducation à la citoyenneté », produit par le gouvernement du Québec. Le communiqué de presse émis à cette occasion figure sur le site Internet de la FSHQ, à la page : <http://www.histoirequebec.qc.ca>, sous l'onglet Dossiers FSHQ.

Le programme d'histoire a finalement opté pour une vision libérale (au sens philosophique) de la formation scolaire : celle d'enseigner à penser par soi-même, et de développer ses capacités de choisir librement. D'où les trois compétences du programme : savoir interroger le passé et le présent, savoir expliquer les faits questionnés, et s'initier à la méthode historique pour cela et conjuguer les savoirs ainsi développés pour considérer des questions de citoyenneté et de responsabilité sociale.

Malgré sa collaboration à l'élaboration de cette tradition historiographique, la Société historique de Québec (SHQ) a connu un grave problème à l'automne 2006. À l'aube des Fêtes du 400^e, cet organisme, vieux de 70 ans, avait jusque-là été logé par la Sodec, à la maison Paré, sur la côte de la Montagne. Grâce à l'intervention de la Ville de Québec, la SHQ a désormais pignon sur rue au rez-de-chaussée du 1070, de la Chevrotière, un immeuble qui a été occupé quelque temps par le Morrin College et les Violons du Roy.

Par ailleurs, l'automne 2006 nous aura donné de magnifiques exemples de mobilisation et de collaboration. Les nombreux articles parus dans les médias et diverses manifestations semblaient même, par moment, rappeler les beaux jours où des historiens tels Lionel Groulx ou Denis Vaugeois voyaient de leur devoir de s'impliquer sur la scène publique.

Dans le cadre du débat sur l'avenue du Parc, nom intimement lié à l'histoire de Montréal, une coalition d'organismes patrimoniaux, composée notamment de la Fédération des sociétés d'histoire, d'Héritage Montréal, du Centre canadien d'architecture et des Amis de la montagne, a réussi à empêcher le changement du toponyme actuel en celui de Robert-Bourassa pour des raisons de commémoration historique. La Fédération des sociétés d'histoire du Québec (FSHQ) a recommandé à la Commission de toponymie de porter un regard critique sur cette décision qui risque de créer un dangereux précédent au Québec, portant à la controverse et ne respectant pas ainsi l'un des critères énoncés par la Commission de toponymie pour l'attribution de noms de rues, villes, etc. La FSHQ a aussi adressé une suggestion afin de commémorer des personnages qui, comme l'ancien premier ministre du Québec, Robert Bourassa, méritent d'être honorés, par exemple, en attribuant un second nom à une artère ou une place, sans faire disparaître son nom original et historique.

Par ses interventions publiques en faveur de la préservation du patrimoine, la Fédération des sociétés d'histoire du Québec (FSHQ) qui regroupe près de 200 sociétés d'histoire et organismes patrimoniaux au Québec (plus de 40 000 amateurs d'histoire) a largement contribué à jeter un peu de lumière sur une saison tous comptes faits assez grise.

Pour en apprendre davantage, je vous invite à visiter spécifiquement les sections *Dossiers FSHQ* et *Patrimoine* de notre site Internet :

<http://www.histoirequebec.qc.ca/>

Cette année, l'histoire nord-américaine était au cœur du 29^e salon du livre de Montréal, sous la présidence d'honneur de Micheline Lachance, auteure de plusieurs romans historiques. Le thème de l'histoire de l'Amérique du Nord abordé sous les angles de l'espace, des nations et de l'imaginaire a permis de parcourir la genèse et l'évolution du Québec, du Canada, des États-Unis et du Mexique. La FSHQ était présente cette année encore.

Invitation à la lecture des articles de la présente édition

Laissons là ce portrait des derniers mois tout en espérant que les prochains sauront nous apporter davantage de consolations. C'est le cas pour ces articles savamment rédigés qui ne pourront que vous plaire. Cette nouvelle édition de votre magazine *Histoire Québec* recèle des pages très intéressantes de notre histoire qu'abordent nos auteurs, soucieux de partager avec vous, chers lecteurs, le fruit d'une recherche approfondie.

René Cloutier, premier vice-président à la Société historique de Charlesbourg, nous fait découvrir l'histoire de cette partie de l'actuelle ville de Québec qui avait hérité son nom de nul autre que l'intendant Jean Talon : Orsainville.

Le toponyme de cette ville, née dans les années 1960, n'a pas été retenu pour nommer l'un des huit arrondissements de la nouvelle agglomération.

Deux autres textes nous livrent une page d'histoire vécue à la même époque. Pour l'un, l'action se déroule dans les environs de la rivière Richelieu, alors appelée rivière des Iroquois. L'auteur, Réal Fortin, nous livre l'histoire captivante du fort Sainte-Thérèse, ce petit fort de pieux aujourd'hui disparu. Des soldats du régiment de Carignan, nous en arrivons aux capitaines de milice. C'est en effet le sujet qu'aborde fièrement Raymond Ostiguy, et avec raison : au moins deux d'entre eux sont au nombre de ses ancêtres. Un texte rédigé dans la langue de Shakespeare, c'est une première dans notre magazine.

L'action des textes suivants se tient à une époque située plus près de nous. Deux d'entre eux rendent hommage à des femmes admirables. Sous la plume de l'ex-président de la Société d'histoire d'Outremont, Ludger Beauregard, nous voilà bien renseignés sur le magnifique héritage des sœurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie, établies dans ce secteur de l'île de Montréal. Pour sa part, Rose-Hélène Coulombe nous révèle comment le savoir s'est transmis, au fil des ans, dans les arts textiles et l'artisanat grâce à la contribution de l'Association d'économie familiale du Québec et des associations féminines québécoises.

Un hommage est aussi rendu à Louis Bilodeau par l'un de nos docteurs en folklore et en ethnologie et président de la Société d'histoire de Charlevoix, Serge Gauthier. Témoin de la conservation de cet héritage culturel unique qu'est le folklore québécois, Louis Bilodeau a animé pendant 23 ans l'émission hebdomadaire *Soirée canadienne*. Enfin, la talentueuse journaliste et, à la fois, présidente de la Société d'histoire de la seigneurie de Chambly, Louise Chevrier, nous livre, une fois de plus, la chronique littéraire *Histoire de lire*, une chronique délicieusement rédigée. Elle nous propose douze titres tous aussi intéressants les uns que les autres, huit essais, trois romans historiques et, pour couronner le tout, un livre qui devrait plaire aux plus jeunes.

Notre prochaine édition

Notre prochaine édition, celle du printemps 2007, sera consacrée aux textes d'auteurs de la belle région des Laurentides. Vous l'avez deviné! Ce sont les Laurentiens et Laurentiennes qui accueilleront les participants au 42^e Congrès de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, du 25 au 27 mai 2007, à Sainte-Adèle. Le congrès sera réalisé en partenariat avec la Fédération québécoise des sociétés de généalogie et la Table des sociétés d'histoire et de patrimoine des Laurentides, chapeautée par le Conseil de la culture des Laurentides. Ce sont plus de 200 participants des quatre coins du Québec que nous attendons afin de faire découvrir la riche histoire des Laurentides sous l'angle de ses paysages étalés avec une ostentation presque insolente. Ces panoramas saisissants offrent une panoplie de charmes à découvrir.

Bonne lecture!

Jeannine Ouellet

Hôtel mont Gabriel

GOLF • SPA TENNIS • SKI



BIENVENUE CHEZ VOUS !

À tous les participants du 42^e Congrès de la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec:

L'équipe de l'Hôtel Mont Gabriel anticipe le plaisir de vous recevoir en mai prochain et par la suite pour vos vacances, réunion familiale et autres événements !

1699, chemin Mont-Gabriel, Sainte-Adèle (Québec) Canada J8B 1A5
info@montgabriel.com

1 800 668-5253 ☎ www.montgabriel.com

**Louis
BÉLAND, CA**

COMPTABLE AGRÉÉ

171, 15^e Avenue
Lachine, Montréal
(Québec) H8S 3L7

Téléphone: (514) 637-7052
Télécopieur: (514) 639-0815
Courriel: louis.bel@qc.aira.com